

OGM et santé : la publication d'une recherche nouvelle sur l'impact des OGM nécessite d'engager un vaste débat public, en Europe, en Chine et entre société chinoise et européenne

Au carrefour de la réflexion sur l'éthique, la science, la technologie, la gouvernance, le Forum China Europa s'est intéressé en 2007 et 2010 à la maîtrise sociale des sciences et technologies, au rôle des consommateurs, à la bioéthique, et plus spécifiquement aux filières agroalimentaires durables. A travers différents ateliers, nous avons noté une attitude plus critique des Européens que des Chinois à l'égard de la science, certains Européens n'hésitant pas à mettre en doute le caractère automatique des bienfaits de la science pour la société, insistant sur la responsabilité des chercheurs à l'égard de l'impact de leurs travaux et de l'usage qui en était fait. Certains parlaient même de la nécessité d'un nouveau contrat entre la recherche scientifique et la société, estimant qu'on ne pouvait pas s'en remettre à l'Etat pour les choix technologiques. Du côté Chinois, s'était exprimé de façon générale une confiance plus grande à l'égard de la science et de la technologie qui apparaissait comme les facteurs susceptibles d'apporter la prospérité au pays. Dans un autre atelier, consacré spécifiquement aux filières agro-alimentaires durables, les Européens avaient fait part de leurs doutes à l'égard de l'introduction des cultures de plantes génétiquement modifiées, mais l'atelier spécifiquement consacré aux OGM n'avait pu se tenir en 2010.

Depuis lors, les scandales à répétition touchant à la qualité de l'alimentation en Chine et à l'efficacité des contrôles de cette sécurité par les autorités publiques ont rendu l'opinion chinoise beaucoup plus sensible à ce que les familles trouvent dans leur assiette et à l'impact de l'alimentation sur la santé au point de voir ressurgir une agriculture de proximité où les familles peuvent contrôler ce qu'elles mangent. En contraste avec le laxisme des autorités chinoises, les autorités européennes, avec leurs mécanismes d'évaluation scientifique indépendante, préalable à la mise sur le marché de nouveaux pesticides ou nouveaux OGM, semblaient à l'abri de tout reproche.

En réalité en Europe aussi, des doutes se sont manifestés, de plus en plus nombreux, à l'égard de la neutralité et l'objectivité proclamées des instances d'évaluation et le Parlement européen s'est saisi du problème en montrant les très nombreux conflits d'intérêt au sein de ces instances d'évaluation, experts et organes de direction apparaissant très liés au lobby des firmes semencières et chimiques et de l'agro-business. D'autant plus que les exemples historiques de l'amiante et du tabac ont démontrés ces dernières années que les firmes productrices ont nié des effets dangereux pour la santé n'hésitant pas à financer des scientifiques pour semer le doute sur toutes les études scientifiques qui démontraient, depuis des années, la dangerosité de ces produits. Tout cela a sérieusement remis en cause l'idée d'expert neutre se prononçant sur la base d'une certitude scientifique ne souffrant même pas la controverse.

Un nouveau pas, très important vient d'être franchi dans ce débat : les tests présentés jusqu'à présent comme « scientifiques », pour évaluer le risque qu'un nouveau produit, le sont-ils vraiment ? N'ont-ils pas été conçus pour éviter de mettre en évidence la dangerosité potentielle des nouveaux produits mis sur le marché leur durée étant définie non en fonction de ce qu'il faudrait faire pour évaluer cette dangerosité mais en fonction des intérêts des firmes de limiter au maximum le temps des études pour assurer la rentabilité de leur recherche ? Accusation gravissime ! D'autant plus grave que la loi européenne rend responsables les producteurs à l'égard de l'impact de leurs produits, sauf...si les connaissances scientifiques ne sont pas suffisantes pour évaluer cet impact. De là à penser qu'il y a eu

collusion entre les grandes entreprises et les autorités d'évaluation en vue de ne pas être en mesure de savoir, de manière à ce que les entreprises qui mettent sur le marché les experts consultés et les responsables des instances d'évaluation soient tous exonérés de leur responsabilité au nom de leur ignorance, il n'y a qu'un pas. Et quand on découvre que les tests présumés scientifiques étaient basés sur des hypothèses qui n'ont rien de scientifique, on se met à douter de plus en plus du sérieux de l'expertise. Ainsi, on faisait jusqu'à présent l'hypothèse qu'un effet n'était démontré que lorsqu'il était d'autant plus fort que la dose était forte. Or toutes les études convergent pour montrer que pour tous les produits qui ont un impact sur le système endocrinien une exposition prolongée à une très faible dose peut avoir un effet plus grave qu'une exposition plus courte à forte dose. De même, selon les tests officiels, il fallait pour qu'un effet soit reconnu qu'il soit le même...pour les mâles et les femelles : étrange conception de la science en vérité

Jusqu'à présent, entreprises et organismes de contrôle avaient refusé d'envisager des études d'impact sur la santé de longue durée, se bornant à faire des tests de 90 jours sur les rats, soit l'équivalent de tests sur les êtres humains sur quelques années et non sur la vie entière. Et le système était si bien verrouillé qu'une firme comme Monsanto, qui produit la majorité des OGM mis sur le marché, faisait interdiction aux acheteurs de graines de les utiliser pour faire des recherches : l'entreprise se gardait ainsi le monopole des études. On voit d'ici la neutralité !

Cette loi du silence vient d'éclater en morceaux. A l'initiative du Criigen, Comité Recherche et d'Information Indépendantes sur le génie Génétique. Institut indépendant d'évaluation créé à l'origine par Corinne Lepage, avocate, ancienne ministre française de l'environnement et députée européenne très engagée sur ces sujets, une recherche indépendante a été menée sur deux ans, financée par des fonds privés, les pouvoirs publics refusant depuis des années de faire cette recherche avec des fonds publics. Elle a porté sur un varié de maïs génétiquement modifié commercialisé par Monsanto, le maïs NK603, autorisé sur le marché. Elle a dû être menée dans la clandestinité avec toutes les garanties scientifiques nécessaires. Ses résultats viennent d'être publiés par une revue américaine de renom, "Food and Chemical Toxicology" et font l'effet d'une bombe, mettant en évidence un effet sérieux tant des maïs OGM que du pesticide roundup auquel ce maïs est tolérant et qu'il véhicule avec lui sur les rats, cet effet se manifestant comme par hasard juste à partir des 90 jours auxquels sont cantonnés les études exigées avant la mise sur le marché. Le Premier Ministre français a très vite réagi auprès des autorités européennes et envisage de ne plus respecter les décisions européennes si les procédures d'évaluation ne sont pas révisées. Le débat fait déjà rage à Bruxelles.

La fph, fondation privée qui a financé la création et le développement du Forum China Europa a été l'un des principaux donateurs ayant permis cette recherche. Ces deux démarches se rejoignent: avec la création du Forum, la fondation a pris acte du fait que les relations diplomatiques, commerciales ou académiques ne suffisaient plus, au stade d'interdépendance mondiale où nous sommes parvenus, à assurer la compréhension mutuelle entre les peuples, si nécessaire pour leur permettre de relever ensemble des défis devenus planétaires et en a conclu qu'il fallait inventer de nouvelles formes de dialogue entre les sociétés; avec le financement de cette recherche sur les OGM, la fondation a pris acte de l'incapacité ou du refus des Etats et des entreprises de mener dans des conditions rigoureuses l'évaluation des risques découlant de l'introduction précoce de nouvelles technologies et a décidé de participer à combler cette lacune. Dans les deux cas, les Etats ne peuvent prétendre définir à eux seuls l'intérêt général des sociétés et il est fondamental que la société civile se dote des moyens de prendre en charge les défis de l'avenir. Car les fonctionnaires passent mais nos

petits enfants, eux, nous voulons qu'ils connaissent un monde beau, vivable, coopératif et pacifié. C'est eux qui seront là dans cinquante ans et nous demanderont compte de nos actes, de notre courage ou de notre lâcheté et de l'exercice que nous avons fait de notre responsabilité vis-à-vis de la planète et de l'humanité vis-à-vis d'eux qui n'ont pas demandé à naître.

Le public chinois peut-il être laissé de côté et ignorant de ces risques ? N'est-ce pas par excellence un sujet de société pour lequel notre Forum doit créer un espace de dialogue serein mais exigeant ? Qu'en est-il des procédures d'autorisation en Chine ? Constate-t-on les mêmes conflits d'intérêt qu'en Europe ? Les citoyens chinois n'ont-ils pas leur mot à dire ? Peut-on continuer à penser que tout ce qui se proclame scientifique l'est réellement ? Et s'il est vrai que l'on joue de notre santé en prétendant nous nourrir de façon « moderne », qui finalement sera responsable ? Autant de sujets qu'il faut maintenant mettre sur la place publique.

Pierre Calame

Président de la fondation China Europa Forum